

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE

## EPCI VERS UN SYNDICAT, ARTICLE L. 5211-4-1 III ET IV DU CGCT

Entre les soussignés :

La communauté de communes du Pays de Nemours représentée par sa Présidente dûment habilitée par la délibération n° 2020-48, Mme Valérie LACROUTE, ci-après dénommé "l'EPCI",

D'une part,

Et : Le Syndicat Mixte Eau et Assainissement du Pays de Nemours (SMEAPN) représenté par son Président, Monsieur Christian PEUTOT, dûment habilité par la délibération n° 2025\_001 ci-après dénommé "le syndicat",

D'autre part,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 ;

**VU** les statuts de l'EPCI ;

### PRÉAMBULE

Cette mise à disposition présente un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures. La communauté de communes met à disposition du personnel administratif sur demande en cas d'absence du personnel titulaire du syndicat membre ou d'un surcroît d'activité.

## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIV

### ARTICLE 1<sup>er</sup> : **OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les organes délibérants, l'EPCI met à disposition du syndicat le service ou partie(s) de service(s) nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s).

Le service concerné est le suivant :

| Dénomination des service(s) ou partie(s) de service(s) | Mission(s) concernées                 |
|--|---------------------------------------|
| Administration générale                                | Secrétariat du syndicat, comptabilité |

La mise à disposition concerne 1 agent territorial.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

La présente mise à disposition du service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

#### **ARTICLE 2 :     *DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION***

La présente convention est prévue pour une durée de 6 mois à compter du 12 mai 2025 jusqu'au 07 novembre 2025 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

#### **ARTICLE 3 :     *SITUATION DE L'AGENT***

L'agent public concerné est de plein droit mis à la disposition du syndicat pour la durée de la convention.

Il est placé, pour l'exercice de ses fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du maire du syndicat.

Cette dernière adresse directement au responsable du service les instructions nécessaires à l'exécution des tâches.

Il contrôle l'exécution des tâches.

Le président de l'EPCI est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative du personnel mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le président de l'EPCI, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par le syndicat.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de l'EPCI. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'appréciation de la valeur professionnelle pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein du syndicat et transmis à l'EPCI.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en annexe de la présente convention (annexe n° 1).

#### **ARTICLE 4 :     *CONDITIONS D'EMPLOI DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION***

Les conditions d'exercice des fonctions mis à disposition au sein du syndicat sont établies par elle.

Les autres modalités liées aux conditions de travail du personnel mis à disposition sont fixées par l'EPCI, lequel prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe le syndicat qui, sur ce point, peut émettre des avis s'il elle le souhaite. L'EPCI délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information du syndicat si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

L'EPCI verse à l'agent concerné par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités). Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par le syndicat pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein.

#### **ARTICLE 5 :     *MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS***

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par l'EPCI, même s'ils sont mis à la disposition du syndicat.

L'EPCI établira une liste annuelle des principaux biens acquis ou loués et mis à la disposition du syndicat. Cette liste sera remise après chaque adoption de compte administratif par l'EPCI au syndicat, sans que cela entraîne obligation d'annexer cette liste aux présentes ni de passer un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 6 :     *PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT***

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de l'EPCI au profit du syndicat fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en heures) constaté par le syndicat.

La détermination du coût unitaire prend en compte la prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, (autres...) à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire se décompose comme suit :

- Charges de personnel : 26 €/heure de mise à disposition (montant incluant la prise en charge par la Communauté de Communes du Pays de Nemours).

Le remboursement intervient trimestriellement sur la base d'un état mensuel complété par le syndicat indiquant la liste des recours au(x) service(s). (Annexe)

#### **ARTICLE 7 :     *DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION***

L'instance de suivi est créée pour :

- Réaliser un rapport annuel de la mise en œuvre de la présente convention, annexé au rapport d'activité des deux collectivités. Ce rapport est intégré, ou annexé, au rapport annuel d'activité de l'EPCI visé par l'article L. 5211-39, alinéa 1<sup>er</sup>, du CGCT.
- Examiner les conditions financières de ladite convention ;
- Le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre l'EPCI et le syndicat.

#### **ARTICLE 8 :     *ASSURANCES ET RESPONSABILITES***

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité du syndicat. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 6 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa

précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

#### **ARTICLE 9 :     *DÉNONCIATION DE LA CONVENTION***

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un préavis de 2 jours. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception, à défaut d'un mail avec accusé de réception et de lecture adressé à l'EPCI.

Il peut en outre être mis fin par le syndicat ou l'EPCI à la mise à disposition d'un agent en particulier, sous réserve du respect d'un préavis de 2 jours. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception, à défaut d'un mail avec accusé de réception et de lecture adressé à l'EPCI.

Lorsque cesse la présente mise à disposition, les fonctionnaires, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, reçoivent une affectation dans l'un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper. S'agissant des agents non titulaires de droit public, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, ils font l'objet d'une recherche de reclassement dans la limite de leur engagement en cours.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés au syndicat pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la communauté, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

#### **ARTICLE 10 :     *LITIGES***

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Melun, dans le respect des délais de recours.

#### **ARTICLE 11 :     *DISPOSITIONS TERMINALES***

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à NEMOURS, le 14 Avril 2025,

Pour L'EPCI           Valérie LACROUTE, Présidente,

Pour le syndicat, le Président Christian PEUTOT



## ANNEXE

| SMEAPN :                      ANNEE : 2025                      MOIS : 05 |                |                      |                    |              |       |
|---|----------------|----------------------|--------------------|--------------|-------|
| JOURS DU MOIS   | HEURE DE DEBUT | DEBUT PAUSE DEJEUNER | FIN PAUSE DEJEUNER | HEURE DE FIN | TOTAL |
| 1   |                |                      |                    |              |       |
| 2   |                |                      |                    |              |       |
| 3   |                |                      |                    |              |       |
| 4   |                |                      |                    |              |       |
| 5   |                |                      |                    |              |       |
| 6   |                |                      |                    |              |       |
| 7   |                |                      |                    |              |       |
| 8   |                |                      |                    |              |       |
| 9   |                |                      |                    |              |       |
| 10  |                |                      |                    |              |       |
| 11  |                |                      |                    |              |       |
| 12  |                |                      |                    |              |       |
| 13  |                |                      |                    |              |       |
| 14  |                |                      |                    |              |       |
| 15  |                |                      |                    |              |       |
| 16  |                |                      |                    |              |       |
| 17  |                |                      |                    |              |       |
| 18  |                |                      |                    |              |       |
| 19  |                |                      |                    |              |       |
| 20  |                |                      |                    |              |       |
| 21  |                |                      |                    |              |       |
| 22  |                |                      |                    |              |       |
| 23  |                |                      |                    |              |       |
| 24  |                |                      |                    |              |       |
| 25  |                |                      |                    |              |       |
| 26  |                |                      |                    |              |       |
| 27  |                |                      |                    |              |       |
| 28  |                |                      |                    |              |       |
| 29  |                |                      |                    |              |       |
| 30  |                |                      |                    |              |       |
| 31  |                |                      |                    |              |       |
| TOTAL/MOIS  |                |                      |                    |              |       |

